

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---











**Acquisition, livraison et installation d'un scanner de  
lame en fond clair évolutif pour la plateforme PHIC  
de l'IPSIT UP Saclay**

---

N° du CCAP : 2024-A123

**Université Paris-Saclay**  
Bâtiment Breguet  
3 rue Joliot Curie  
91190 Gif Sur Yvette

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Acquisition, livraison et installation d'un scanner de lame en fond clair évolutif pour la plateforme PHIC de l'IPSIT UP Saclay
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Avec tranches optionnelles
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par tranche
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Sans
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Protection des données à caractère personnel .....	5
5 - Durée et délais d'exécution .....	5
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	5
5.2 - Durée du contrat .....	5
5.3 - Délais d'exécution des tranches .....	5
6 - Prix .....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
6.2 - Modalités de variation des prix .....	6
6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches .....	6
7 - Garanties Financières .....	6
8 - Avance .....	6
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	6
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	7
9 - Modalités de règlement des comptes .....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
9.3 - Délai global de paiement .....	8
9.4 - Paiement des cotraitants .....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	8
11 - Développement durable .....	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	9
12.1 - Vérifications .....	9
12.2 - Décision après vérification .....	9
13 - Garantie des prestations .....	10
14 - Maintenance .....	10
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	10
16 - Pénalités .....	10
16.1 - Pénalités de retard .....	10
16.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance .....	10
17 - Assurances .....	10
18 - Résiliation du contrat .....	11
18.1 - Conditions de résiliation .....	11
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
19 - Règlement des litiges et langues .....	11
20 - Clauses complémentaires .....	11
20.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	11
21 - Dérogations .....	12

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Acquisition, livraison et installation d'un scanner de lame en fond clair évolutif pour la plateforme PHIC de l'IPSIT UP Saclay

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Le présent marché a pour objet l'acquisition, la livraison et l'installation d'un scanner de lame permettant d'obtenir des numérisations de lame en fond clair (brightfield) et offrant la possibilité d'évoluer en fluorescence.

Lieu(x) d'exécution :

UFR de Pharmacie de l'Université Paris-Saclay

Pôle Biologie-Pharmacie-Chimie

US-31 - IPSIT - Plateforme d'histopathologie (PHIC) - Bâtiment HM1 - RDC

Bâtiment n°670 Henri Moissan

1 avenue des Sciences

91400 Orsay

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 2 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Tranche ferme Livraison - Installation - Mise en Service - Formation à l'Utilisation - Assistance- Service après-vente pendant la période de garantie - Fourniture de pièces détachées et accessoires (acquisition du module complémentaire de fluorescence incluant les filtres DAPI, FITC, TRITC)
TO001	Tranche optionnelle 1 Maintenance 12 mois reconductible 1 fois pour 12 mois Spécificités attendues : maintenance logicielle, maintenance préventive et corrective

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Cadre de Mémoire Technique (CMT) du titulaire

### 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

### 5 - Durée et délais d'exécution

#### 5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 38 mois et 1 semaine.

#### 5.2 - Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Le délai maximum de livraison est de 1 mois à compter de la date de notification du marché

Le délai maximum d'installation et de mise en service est de 1 semaine à compter de la date de livraison sur site.

Il est obligatoire que cette dernière soit appliquée avant le 1er janvier 2025.

La formation doit être assurée à la suite de l'installation et de la mise en service de l'équipement.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

#### 5.3 - Délais d'exécution des tranches

La durée du contrat de chaque tranche est fixé(e) comme suit :

Tranche(s)	Délai	Précisions
TF	14 mois et 1 semaine	
TO001	24 mois	La décision d'affermir la tranche optionnelle est matérialisée par un courriel de notification envoyé en accusé réception. Le titulaire du présent marché ne pourra pas prétendre au versement d'indemnité de dédit, ni d'attente. L'affermissement de la tranche optionnelle pourra intervenir dès la date de la fin de la garantie et jusqu'au 37 -ème mois du marché.

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour la tranche optionnelle, à compter de la date fixée par l'ordre de service (mail envoyé au titulaire) prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Le délai limite de notification de l'ordre de service (mail envoyé au titulaire) prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
T0001 : Tranche optionnelle 1	37 mois

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prestations de livraison, d'installation, de mise en service, de formation, d'assistance et de service après-vente durant la période de garantie, ainsi que la mise à niveau et la mise à jour du logiciel sont prévues sur la DPGF.

La fourniture de pièces détachées et accessoires (acquisition du module complémentaire de fluorescence) et les filtres DAPI, FITC et TRICT sont prévues sur BPU.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

### 6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

## **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

# **9 - Modalités de règlement des comptes**

## **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le paiement sera fractionné comme suit :

80 % à la mise en service et 20 % à l'issue de la décision d'admission.

## **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

A compter du 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante:  
**[service.facturier@universite-paris-saclay.fr](mailto:service.facturier@universite-paris-saclay.fr)**

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture soit :

**Service facturier - Bât 407 - rue du Doyen Georges Poitou - 91400 Orsay**

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande correspond au numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que

la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Attention, le montant de la variation des prix doit apparaître distinctement du montant de la prestation réalisée.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054

- Code service : Aucun Code service

- Numéro d'engagement juridique : correspondant au n° de bon de commandes - déterminé après notification

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### Adresse de livraison :

US-31 - IPSIT - Plateforme d'histopathologie (PHIC)  
6 Rue d'Arsonval  
91400 Orsay

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions suivantes :  
La livraison se fera impérativement sur le lieu d'installation de l'équipement.

Elle fera obligatoirement l'objet d'une prise de rendez-vous préalable avec Mme Mercier-Nomé. En tout état de cause, le titulaire du marché devra tenir compte des indications données en ce qui concerne l'accès des locaux.

### Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

La formation doit être assurée à la suite de l'installation et de la mise en service de l'équipement.  
Le Titulaire réalisera une formation à l'utilisation et à la maintenance hebdomadaire de l'Équipement à l'attention du personnel de la plateforme d'histologie (PHIC) - 3 personnes.

## **11 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Critère relatif à la performance environnementale

- Dispositions arrêtées par l'entreprise en matière de gestion des pièces détachées, des consommables et de l'obsolescence électronique, qualité recyclée des matériaux et composants proposés
- Consommation énergétique (à l'utilisation, en veille)

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de mise en service, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Mme MERCIE-NOME ou son représentant.

### **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Utilisation du formulaire Cerfa EXE 3

## 13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités minimales de cette garantie sont définies à l'article 3.5 du CCTP.

## 14 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 2 ans à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 4 du CCTP (tranche optionnelle 1)

## 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 16 - Pénalités

### 16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

- Non-respect du délai maximum de livraison : Pénalité de 50 € par jour de retard constatés au-delà du délai de 1 mois à compter de la date de notification du marché
- Non-respect du délai maximum d'installation et de mise en service : Pénalité de 50 € par jour de retard constatés au-delà du délai de 1 semaine à compter de la date de livraison sur site
- Non-respect des temps de réponse (SAV et Maintenance) : Pénalité de 50 € par jour de retard constatés au-delà du temps de réponse de 24h (heures de travail) et de 72h (temps de réponse sur site)

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 16.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 50,00 € s'applique dans les conditions suivantes :

Sont concernées les prestations de maintenance dans le cadre du SAV et en cas d'affermissement de la tranche optionnelle n°1, sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après (**huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ; - quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire**).

## 17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont les suivantes :

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20 - Clauses complémentaires

### 20.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## 21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 21 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge aux articles 38 à 45 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services